

Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU **2 8 FEV. 2025** METTANT EN DEMEURE  
LA SOCIÉTÉ PRESTIA GALVA 29 DE DÉPOSER UN DOSSIER DE RÉEXAMEN  
POUR L'ATELIER DE TRAITEMENT DE SURFACE QU'ELLE EXPLOITE  
DANS LA ZI DE KERANGUEVEN Á HANVEC

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

**VU** la décision d'exécution 2022/2110 de la Commission du 11 octobre 2022 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, dans les industries de transformation des métaux ferreux ;

**VU** le Code de l'environnement, et notamment la section 8 du livre V et ses articles L. 515-28 à L. 515-31, R. 515-58 à R. 515-84 ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°95/98 A du 17 août 1998 autorisant la société GALVA 29 à exploiter une unité de galvanisation à Hanvec ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°16-09 AI du 11 mars 2009 imposant des prescriptions complémentaires à la société GALVA 20 concernant son établissement situé ZI de Kerangueven à Hanvec ;

**VU** le récépissé de changement de dénomination sociale en date du 26 octobre 2017 au profit de la société PRESTIA GALVA 29 (PRESTIA G29) ;

**VU** le donner acte en date du 12 juin 2018 relatif au bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (traitement de surface) ;

**VU** le dossier de réexamen IED – novembre 2023 déposé par la société PRESTIA GALVA 29 en date du 22 décembre 2023 ;

**VU** le rapport de base (directive IED) – décembre 2023 déposé par la société PRESTIA GALVA 29 en date du 19 juin 2024 ;

**VU** le rapport et les propositions en date du 17 janvier 2025 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées transmis à l'exploitant par lettre recommandée le 28 janvier 2025 ;

**VU** le mail du 24 février 2025 de la société PRESTIA GALVA indiquant n'avoir aucune observation à formuler sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que la société PRESTIA GALVA 29 exerce des activités de galvanisation discontinue et de traitement de surface de métaux ferreux par un procédé électrolytique ou chimique ;

**CONSIDÉRANT** qu'au vu des capacités de traitement, ces activités entrent dans le champ d'application de la directive du 24 novembre 2010 susvisé au titre des rubriques 3230.c (rubrique principale) et 3260 (rubrique secondaire) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique 3230 sont celles relatives aux industries de transformation des métaux ferreux (BREF FMP) ont été publiées au Journal Officiel de l'Union européenne le 4 novembre 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article R. 515-71 du Code de l'environnement dispose notamment :  
« En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. [...] » ;

**CONSIDÉRANT** que l'objectif de ce dossier est de positionner l'installation, ses conditions d'exploitation et ses émissions par rapport aux MTD du secteur d'activité concerné et par rapport aux performances associées, notamment les niveaux d'émission associés ;

**CONSIDÉRANT** que l'article R. 515-72 du Code de l'environnement précise le contenu du dossier de réexamen ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a transmis un dossier de réexamen en date du 22 décembre 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que les éléments de ce dossier ne permettent pas de statuer sur la conformité de l'installation aux conclusions sur les MTD du BREF FMP et aux niveaux d'émission associés ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article R. 515-72 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** dès lors, qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement de mettre en demeure la société PRESTIA GALVA 29 de satisfaire aux dispositions prescrites à l'article R. 515-72 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère :

## **A R R Ê T E**

### Article 1 – Mise en demeure

La société PRESTIA GALVA 29 (AIOT n°0005500840) exploitant une unité de galvanisation, sise ZI de Kerangueven sur la commune d'Hanvec (29460) est mise en demeure de transmettre au préfet un dossier de réexamen conforme aux dispositions de l'article R. 515-72 du Code de l'environnement, dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

### Article 2 – Sanctions administratives

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

### Article 3 – Information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

### Article 4 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement)".

### Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le directeur de la société PRESTIA GALVA 29 sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,



François DRAPÉ

#### Destinataires :

Sous-préfecture de Brest

Mairie de Hanvec

M. le chef de l'UD 29 de la DREAL

M. le directeur de la société PRESTIA GALVA 29